

RÈGLEMENT (CEE) N° 123/91 DE LA COMMISSION**du 18 janvier 1991****déterminant dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes de délivrance de certificats d'importation déposées au mois de janvier 1991 pour certaines viandes de volaille**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3834/90 du Conseil, du 20 décembre 1990, portant réduction, pour l'année 1991, des prélèvements pour certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement ⁽¹⁾,considérant que le règlement (CEE) n° 25/91 de la Commission ⁽²⁾ a fixé la quantité de viande de volaille pouvant être importée à des prélèvements réduits pour le premier trimestre de 1991 ;

considérant que l'article 4 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 25/91 prévoit que les quantités demandées peuvent être réduites ; que les demandes déposées conformément aux dispositions dudit règlement pour la viande de canards portent sur des quantités globales qui dépassent les quantités disponibles en vertu de son article 2 ; que, dans ces conditions et dans le souci d'assurer une répartition équitable des quantités disponibles, il convient de réduire de manière proportionnelle les quantités demandées,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Chaque demande de certificat d'importation déposée conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 25/91 pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 1991 est satisfaite :

- a) jusqu'à concurrence de 5,8824 % de la quantité demandée pour les produits visés au numéro d'ordre 59.0020 du règlement (CEE) n° 3834/90 ;
- b) jusqu'à concurrence de 69,4444 % de la quantité demandée pour les produits visés au numéro d'ordre 59.0025 du règlement (CEE) n° 3834/90 ;

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 21 janvier 1991.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 janvier 1991.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 370 du 31. 12. 1990, p. 121.⁽²⁾ JO n° L 3 du 5. 1. 1991, p. 9.